

Points forts

03

De la Polynésie française

BILAN
COMPTES ÉCONOMIQUES 2015

2015 : ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE

Le produit intérieur brut (PIB) s'établit à 573 milliards de F.CFP en 2015 soit une croissance de 3,7 % par rapport à 2014. L'ensemble des acteurs de l'économie soutiennent l'activité ; consommation et investissement sont bien orientés, l'emploi progresse pour la première fois depuis 2007.



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



Le Produit Intérieur Brut (PIB) à prix courants en 2015 augmente de 23 milliards par rapport à 2014 et s'établit à 573 milliards de F.CFP, soit une hausse de 3,7 % de la richesse créée par rapport à l'année précédente. Après correction des effets-prix¹, le PIB à prix constants croît de 1,8 %. Sur cet exercice toutes les composantes de la demande sont bien orientées, consommation domestique et investissements constituant les deux premiers moteurs de la croissance. Le nombre d'emplois salariés progresse pour la première fois depuis 2007.

Le PIB par habitant atteint 2,068 millions de F.CFP et est en croissance pour la première fois depuis 2007. La croissance réelle compense en effet l'accroissement démographique en 2015 et permet au PIB par habitant de progresser de 1,4 %. Le PIB par habitant 2015 (aux prix de 2005) représente désormais 89 % de sa valeur de 2005.

ÉVOLUTION DU PIB RÉEL ET NOMINAL ET CONTRIBUTIONS À L'ÉVOLUTION DU PIB RÉEL



Source : ISPF (comptes économiques)

1 : le PIB réel (ou en volume) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

APPROCHE DU PIB PAR L'EMPLOI DES RESSOURCES : toutes les composantes sont en hausse

UTILISATION DES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE				
	2015 à prix constants	2014	Évolution réelle	Contribution à l'évolution du PIB
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%	%
Consommation finale (a)	550 374	540 810	1,8	1,7
Consommation des ménages	373 958	367 366	1,8	1,2
Consommation finale des Administrations	176 416	173 444	1,7	0,5
Formation brute de capital fixe (b)	112 722	103 619	8,8	1,6
Biens d'équipements	59 049	50 688	16,5	1,5
Construction	51 838	50 995	1,7	0,2
Investissements immatériels	1 835	1 936	- 5,2	0,0
Variations des stocks (c)	256	1 132	-	- 0,2
Solde de la balance des biens et services (d)	- 100 788	- 92 962	8,4	- 1,4
Exportations	111 121	108 889	2,0	0,4
<i>Exportations de biens</i>	24 316	24 329	- 0,1	0,0
<i>Exportations de services</i>	86 805	84 560	2,7	0,4
Importations	211 909	201 851	5,0	- 1,8
<i>Importations de biens</i>	180 530	170 739	5,7	- 1,8
<i>Importations de services</i>	31 379	31 112	0,9	0,0
PIB (a+b+c+d)	562 564	552 599	-	1,8

Source : ISPF (comptes économiques)

La production locale et les importations constituent l'offre qui est consommée par les quatre agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et investissent, les entreprises consomment aussi des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire) et investissent aussi. Le dernier acteur de l'économie, le « reste du monde », d'où proviennent les importations, est aussi un débouché pour les biens et services produits en Polynésie française au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

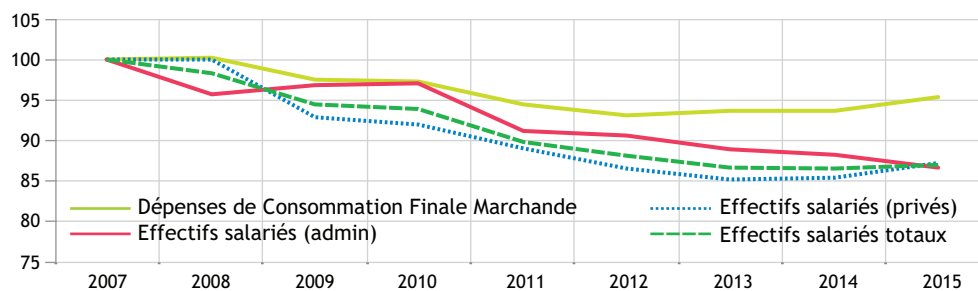
• **Consommation finale des ménages : reprise de la demande**

La consommation finale marchande des ménages augmente en 2015 (+ 1,8 %) pour atteindre 319 milliards de F.CFP. La demande en biens se stabilise à 156 milliards (+ 0,2 %) tandis que la demande en services s'intensifie (+ 3,5 %) et atteint 163 milliards. Ce sont principalement les services de transport, ceux liés à l'immobilier ainsi que les services personnels qui soutiennent cette tendance.

La consommation non marchande, valorisée à 55 milliards de F.CFP, progresse également dans la même ampleur (+ 1,5 %) sous l'effet de la croissance de l'autoconsommation de loyer², liée à l'acquisition de logement.

La consommation par habitant reste inférieure à son niveau d'avant crise.

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS
ET DE LA CONSOMMATION FINALE MARCHANDE DES MÉNAGES EN VOLUME (BASE 100 EN 2007)



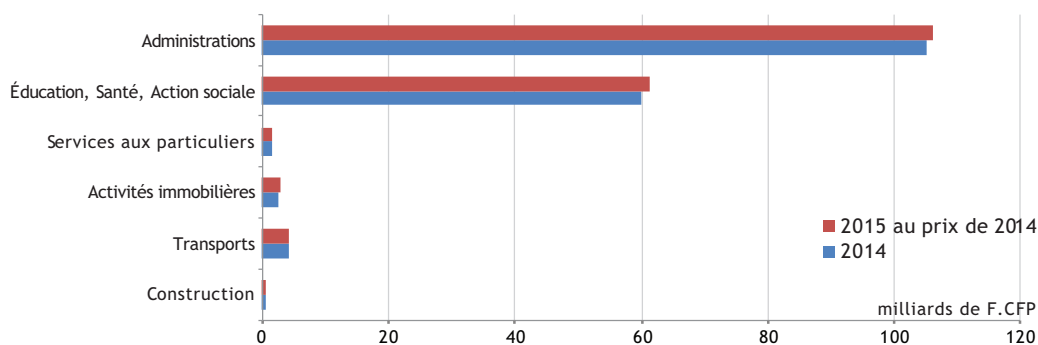
Source : ISPF (comptes économiques)

2 : les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service, autoconsommation généralement appelée autoconsommation de loyer.

• **Consommation finale des administrations publiques : retour de la croissance**

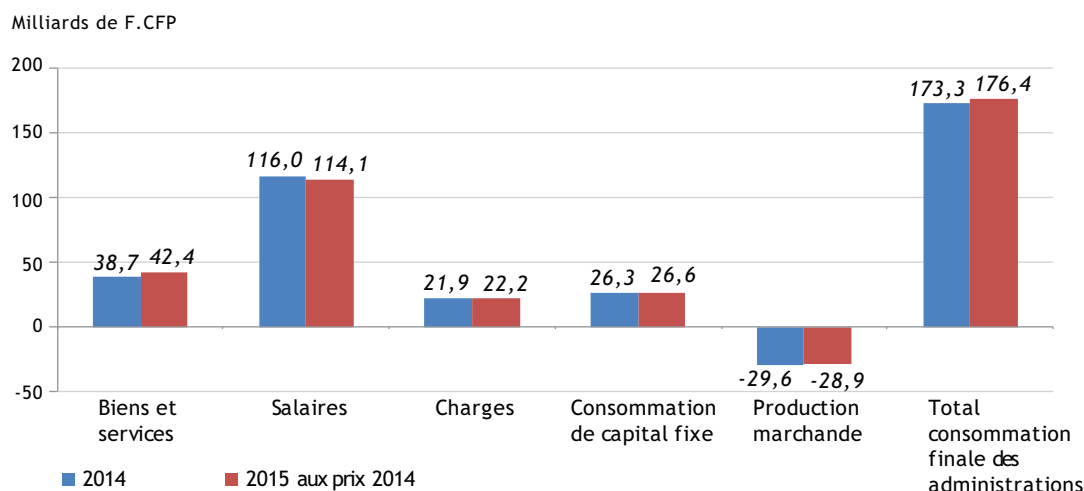
La consommation finale des administrations, en baisse continue depuis 2008, retrouve la croissance (+ 1,7 %) et atteint 176,4 milliards de F.CFP. Les branches Éducation-Santé-action sociale (+ 2,4 %) et Administration (+ 1,2 %) sont celles qui contribuent le plus à la hausse globale. La hausse de la consommation finale des administrations est portée par l'accroissement des achats de biens et services.

CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PAR BRANCHE, À PRIX CONSTANTS



Source : ISPF (comptes économiques)

DÉCOMPOSITION CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS



Note de lecture : par définition, la valeur de la consommation finale des administrations est égale à la valeur de leur production non marchande. La mesure de cette consommation finale s'obtient en sommant les dépenses des administrations en biens et services, en salaires et charges sociales, en amortissements de leurs investissements (consommation de capital fixe), somme de laquelle on retranche la production vendue par les administrations (production marchande).

Source : ISPF (comptes économiques)

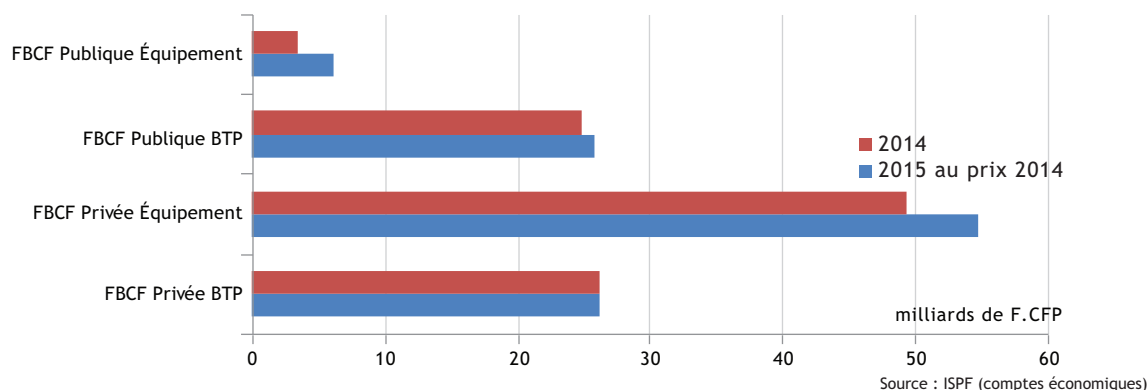
• **Formation brute de capital fixe : hausse de la commande publique et privée**

Les administrations publiques, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions et acquisitions de logements neufs) consacrent 113 milliards de F.CFP à l'investissement. Cette composante, second plus important contributeur à la croissance du PIB 2015, est en hausse de 8,8 %.

Après une contraction de 8,6 % en 2014, la demande d'investissement en biens d'équipements³ se redresse significativement (+ 16,5 %) à 59 milliards de F.CFP. L'acquisition de deux bateaux, de tonnage important pour le transport de fret et passagers, d'un montant total de 4 milliards de F.CFP, explique la moitié de cette hausse. Le secteur privé a ainsi acquis pour 54 milliards de F.CFP de ces biens en 2015 (+ 10,8 %), ce qui témoigne néanmoins de la confiance retrouvée des entreprises. La demande des administrations se consolide également pour atteindre 5 milliards de F.CFP, soit une hausse de 82,8 % par rapport à l'exercice précédent.

³ : les acquisitions d'immobilisations incorporelles ont été comptabilisées avec les acquisitions de biens d'équipement. Elles représentent moins de 2 % de l'investissement total et cette agrégation a pour but de faciliter la lecture.

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR SECTEUR

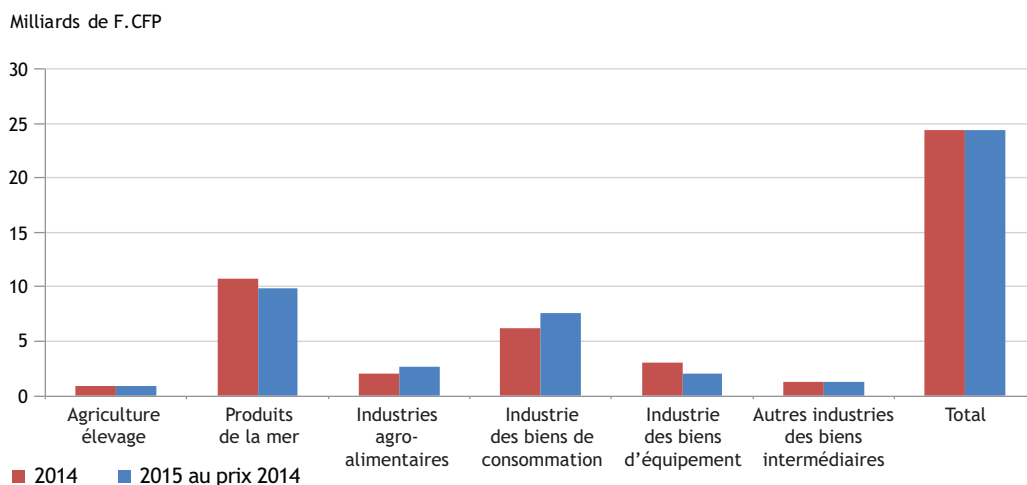


La demande d'investissement en construction se stabilise après une forte hausse en 2014. Elle atteint 51,8 milliards de F.CFP, soit une hausse 1,7 %. La demande publique est dynamique, notamment avec le lancement des premiers travaux de la prison de Papeari, s'inscrivant en hausse de 3,9 %, pour une commande totale de 25,8 milliards de F.CFP. L'investissement des ménages en logement, valorisé à 25,9 milliards de F.CFP, reste inchangé par rapport à 2014 alors que les dépenses d'investissement en BTP des entreprises poursuivent leur baisse (- 40 % en 2015) pour avoisiner les 200 millions de F.CFP.

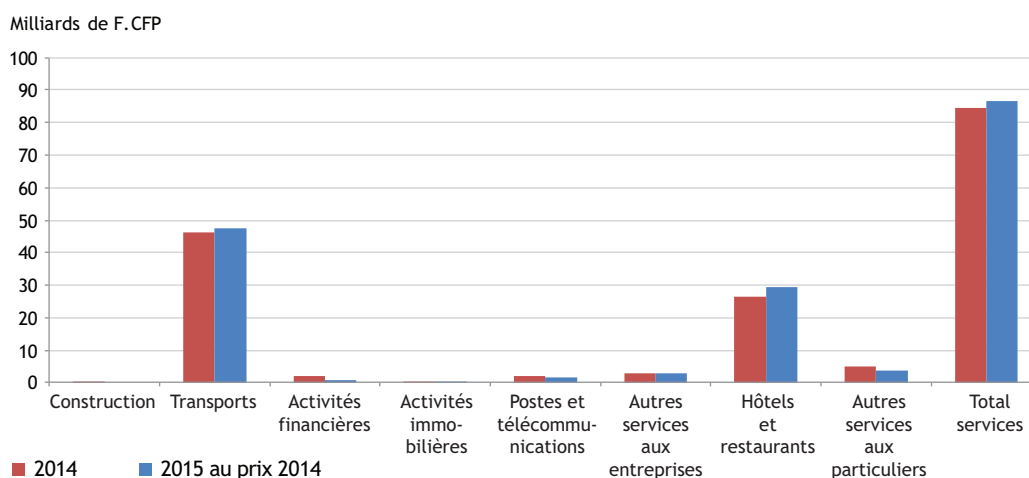
• *Exportations de biens et de services : la demande extérieure demeure soutenue*

Pour la seconde année consécutive la contribution des exportations à la croissance est positive, la valeur totale des exportations polynésiennes (111,1 milliards de F.CFP) progresse de 2 %. Les exportations de biens sont quasiment stables (- 0,1 %) et atteignent 24, 3 milliards de F.CFP, la hausse des exportations d'huile de coco et des biens de consommation compensant la baisse de la valeur exportée des perles de culture. La croissance de cette composante repose donc sur les exportations de services (86,8 milliards de F.CFP) qui, bénéficiant de la hausse de la fréquentation touristique et de l'appréciation du dollar contre franc pacifique, sont en hausse de 2,7 %. Comme en 2014 la demande internationale en services de transports (+ 6 %) et en hôtellerie-restauration (+ 11 %) explique la croissance des exportations de services en parallèle de la hausse de 4,8 % du nombre de touristes terrestres marchands visitant la Polynésie française en 2015.

EXPORTATIONS DE BIENS



EXPORTATIONS DE SERVICES



Source : ISPF (comptes économiques)

DES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE EN EXPANSION

La production polynésienne croît en volume pour la troisième année consécutive. La production des entreprises et de l'administration en biens et en services atteint 897 milliards de F.CFP, soit 21 milliards de plus qu'en 2014. La valeur des ressources globales de l'économie polynésienne, à prix constants, progresse de 32 milliards également, les importations progressant de 10 milliards sur cet exercice.

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIEENNE

	2015 à prix constants	2014	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Production* (z)	896 513	875 904	2,4
Somme des valeurs ajoutées (a)	492 143	483 738	1,7
Impôts sur les importations (b)	28 699	28 122	2,1
Impôts sur les exportations (c)	438	476	-8,0
Autres impôts sur les produits (d)	43 361	42 243	2,6
Subventions sur les produits (e)	-2 077	-1 980	4,9
Importation (f)	211 909	201 851	5,0
Total ressource (z+b+c+d+e+f)	1 178 843	1 146 616	2,8
Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)	562 564	552 599	1,8
PIB/habitant	2,07	2,04	1,4

* : La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

Source : comptes économiques, ISPF

La production locale et les importations constituent les ressources de l'économie polynésienne. Les agents économiques utilisent ces ressources pour l'ensemble de leurs activités⁴.

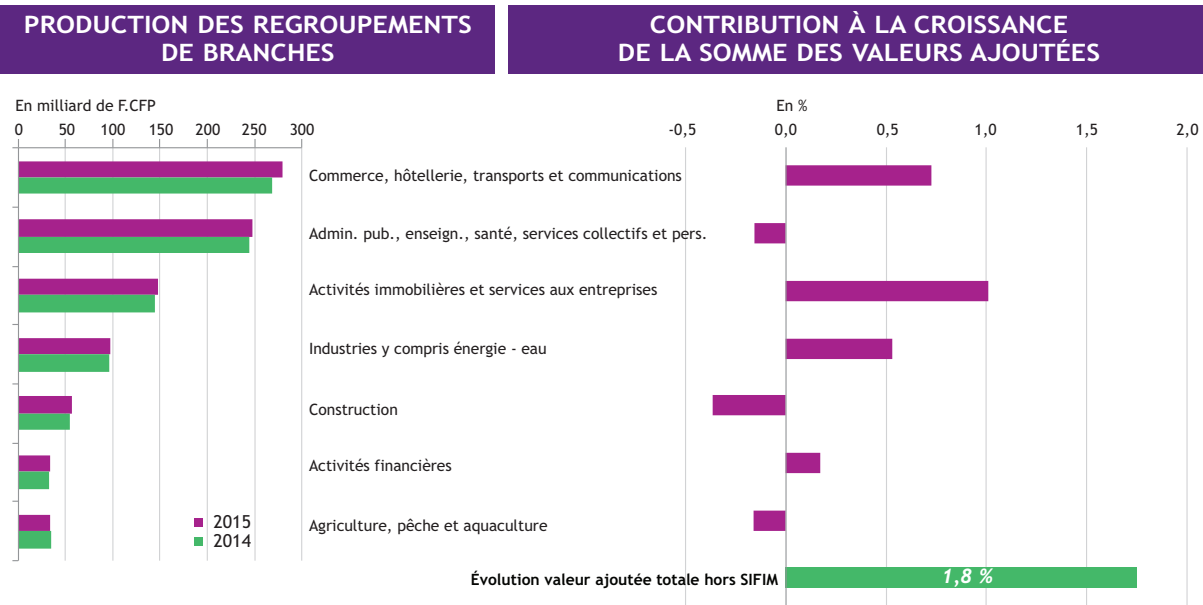
La méthodologie d'élaboration des comptes économiques décompose la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité⁵ principales et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Ces branches ont été regroupées en sept composantes pour mieux appréhender leur évolution ainsi que leurs contributions respectives à la croissance de la valeur ajoutée totale. Pour ne mesurer que l'effet réel de la croissance (i.e. sans effet « prix »), les données de 2015 ont été exprimées en francs de 2014 (autrement dit, à prix constants).

4 : la production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix «CAF» (Coût Assurance Fret). Pour mettre ces ressources en regard de leur utilisation par les agents économiques, il convient ensuite de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations.

La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

5 : une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

La contribution à la croissance du PIB réel de chacun des regroupements de branches est liée à l'évolution de la production en volume⁶, c'est donc cette variable qui sera plus particulièrement commentée.



Source : ISPF (comptes économiques)

• La production du regroupement **Commerce, Hôtellerie, Transport et Télécommunications** est en hausse de 3,9 % montrant une demande intérieure et internationale dynamique. Valorisée à 279 milliards de F.CFP, cette production représente 31,1 % de la production totale et 25,3 % de la valeur ajoutée totale hors SIFIM⁷.

- Transports

Après une croissance déjà soutenue en 2014 (+3,3 %), la production de la branche Transports poursuit cette tendance (+ 5,5 %) et atteint, en 2015, 109,9 milliards de F.CFP. La hausse du trafic aérien international a bénéficié aux compagnies locales dont le chiffre d'affaires progresse de 7,7 % en volume (50,8 milliards de F.CFP). Les activités des auxiliaires de transport profitent également de cette tendance, mais dans une ampleur plus faible, avec une production en croissance de 1,9 % pour un total de 41,5 milliards de F.CFP. Si les activités d'agences de voyage ne semblent pas profiter de la hausse des arrivées touristiques, les activités d'affrètement et d'organisation des transports, ainsi que celles d'entreposage et de services annexes aux transports maritimes accompagnent l'embellie du transport maritime et aérien. Parallèlement, au sein de la branche, seul le transport routier, avec une production de 5 milliards de F.CFP, est en retrait par rapport à l'exercice précédent (- 0,6 %).

- Commerce

La croissance de la production totale du commerce est plus faible en 2015 qu'en 2014 (+ 0,7 % contre + 2,2 %). Cette évolution est principalement imputable au fait que la consommation en biens des ménages est stable sur cet exercice. Au total la production de cette branche compte pour 8,8 % de la production totale de l'économie, pour une valeur de 78,9 milliards de F.CFP.

Le commerce automobile reste cependant sur une tendance haussière (+ 2,7 %), avec une production totale de 8,5 milliards de F.CFP. Les marges des distributeurs progressent malgré la baisse du nombre de véhicules immatriculés. La hausse des importations de produits pétroliers de plus de 6 % en volume soutient l'activité de la branche commerce de produits pétroliers dont la production progresse de 6,3 % pour une valeur totale de 7,3 milliards de F.CFP. La production de marges compte pour 84 % de l'ensemble du chiffre d'affaires de cette branche. La production des autres commerces, dont le poids est prépondérant dans ce regroupement, atteint 63 milliards de F.CFP, en baisse de 0,2 % par rapport à 2014.

- Hôtellerie-restauration

Retour à la croissance pour cette branche dont la production s'établit à 60,2 milliards de F.CFP (+ 6,5 %). Accompagnant cette tendance, l'emploi salarié de la branche passe de 5300 à 5500 salariés (équivalent temps plein). Soutenue par une demande des ménages en services mieux orientée, l'activité des restaurants-bars-discothèques est en croissance de 5 %, pour un total de production de 22,8 milliards. Les restaurants de type rapide comme traditionnels, de même que le service des traiteurs ont un volant d'activité plus important en 2015. La croissance des effectifs touristiques par les touristes terrestres, plutôt que par les croisiéristes, renforce la tendance pour la restauration mais surtout dynamise l'activité

6 : la production en volume, malgré son nom, représente une valeur exprimée en unités de monnaie constante. La distinction entre la production en valeur et celle en volume correspond à la distinction entre production mesurée en valeur à prix courants et production mesurée en valeur (et non en quantités physiques) à prix constants, ici aux prix de l'année précédente. Mesurer l'évolution de la production en volume permet une mesure de cette évolution hors effet prix.

7 : les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

hôtelière. La production de l'hôtellerie est valorisée à 35,1 milliards de F.CFP soit une hausse de 7,5 %. Les autres hébergements, constitués en grande partie des pensions de famille, pèsent pour 2,3 milliards de F.CFP dans la production totale, soit une croissance de 6,4% par rapport à 2014.

- Télécommunications

Portée par une hausse du nombre d'abonnés mobiles et internet, dans un cadre plus concurrentiel, la production de services de télécommunications croît de 2 % pour atteindre 30,1 milliards de F.CFP.

- La production du regroupement « **Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale et Services aux personnes** » s'établit à 247,7 milliards de F.CFP et croît pour la première fois depuis 2008. La production non marchande (170,9 milliards de F.CFP) et la production marchande (76,8 milliards de F.CFP) sont en hausse respectivement de 1,6 et 0,6 %. Néanmoins la contribution de ce regroupement à la valeur ajoutée globale est négative du fait d'une hausse des consommations intermédiaires de la branche Administration.

- Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale

La production totale de la branche Administration publique (110,8 milliards de F.CFP) est pour la première fois en croissance depuis 2009 (+ 1,6 %). La composante non marchande (106,3 milliards de F.CFP) est en hausse de 1,2 % tandis que la production marchande (4,6 milliards de F.CFP) progresse de 13 %.

La production de la branche Éducation est valorisée à 57,3 milliards de F.CFP, dont 51,9 milliards de F.CFP de production non marchande. Si la production non marchande est stable, la production marchande, valorisée à 5,4 milliards de F.CFP, progresse de 5,3 %, notamment grâce au dynamisme de la formation pour adultes et de l'enseignement de disciplines sportives.

La production marchande de la branche Santé-action sociale atteint 47,1 milliards de F.CFP en 2015, soit une baisse de 0,8 %. À l'inverse la composante non marchande de cette branche, qui représente 17 % de l'ensemble, progresse de 18 %.

Si la production augmente en 2015, la hausse de la demande publique en prestations de services pèse sur la contribution au PIB de ce regroupement, principalement animé par le secteur Administration.

- Services aux personnes

La production de services aux personnes, pour un total de 22,9 milliards de F.CFP, est quasi stable (+ 0,2 %). La production marchande de cette branche (19,7 milliards de F.CFP) est en hausse de 0,3 % alors que la dépense publique manque pour soutenir la production non marchande (3,1 milliards de F.CFP) qui diminue de - 0,6 %.

- La production de la branche « **Activités immobilières et services aux entreprises** » progresse de 2,7 % et atteint 148 milliards de F.CFP.

- Activités immobilières

La production totale de ces activités, valorisées à 89,2 milliards de F.CFP, est en croissance pour la troisième année consécutive (+ 3,6 %). Les locations (et particulièrement celles de logements) et l'administration d'immeubles demeurent les principaux moteurs de la composante marchande de cette branche, dont la valeur totale atteint 42 milliards de F.CFP. Les activités de promotion immobilière reprennent également de la vigueur en 2015, encouragées par le nouveau dispositif permettant aux opérateurs privés de bénéficier de défiscalisations pour construire des logements sociaux et intermédiaires, voté fin 2014. Poursuivant une tendance de fond qui voit le nombre de ménages propriétaires de leur logement régulièrement augmenter, la production non marchande⁸ de cette branche progresse de 3,3 % et atteint 47,1 milliards de F.CFP.

- Services aux entreprises

La production, exclusivement marchande, des activités de services aux entreprises se reprend en 2015 pour atteindre 58,8 milliards de F.CFP, soit une croissance de 1,2 %. L'ingénierie, les études techniques et les activités de sécurité soutiennent la tendance tandis que le conseil en système informatique et logiciel ainsi que les activités de publicité marquent le pas.

- Le regroupement **Industries, Eau et Énergie** enrayer en 2015 la baisse de sa production sur les deux exercices précédents. Valorisée à 97,7 milliards de F.CFP, elle progresse de 0,8 %. L'énergie et l'eau, de même que les industries agroalimentaires comptent chacune pour le tiers de la production de ce regroupement, les industries de biens de consommation, intermédiaires et d'équipement représentant le dernier tiers.

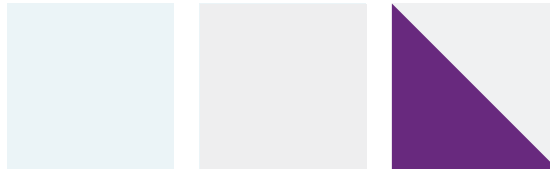
- Eau et énergie

La production d'électricité et d'eau atteint 32,9 milliards de F.CFP en 2015. Portée par une hausse du nombre d'abonnés au réseau électrique la croissance de cette branche est de 2,9 %. Les activités privées de captage, traitement et distribution d'eau progressent sur cet exercice tandis la production non marchande de ces mêmes activités, réalisée par les communes, fléchit.

8 : La production non marchande inclut :

- la production de services fournis gratuitement ou quasi-gratuitement par les administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, autrefois appelées administrations privées, associations comme les syndicats, partis politiques, fondations à caractère humanitaire)

- certaines productions des ménages : l'emploi de personnel domestique (femmes de ménage, cuisiniers, gardes d'enfants... lorsque ces services ne sont pas réalisés par des entreprises) ; les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service; la production des jardins potagers auto-consommée est également estimée.



- Industries

La situation économique est contrastée en matière industrielle en 2015. Les industries de biens intermédiaires et agroalimentaires font face à une demande en légère croissance ou stable tandis que la production des industries de biens d'équipement et de consommation diminue à nouveau.

Les activités de fabrication d'éléments en matière plastique, celle de fabrication d'éléments en béton et de fabrication de charpentes tirent la croissance de la production de biens intermédiaires qui totalise 13,8 milliards de F.CFP (+ 1,7 %). La production agroalimentaire est stable en 2015, à 31,8 milliards de F.CFP, le ralentissement des activités de préparation industrielle à base de viandes se voyant compenser par le dynamisme de la transformation de poisson, de la boulangerie et de la production de bières. Toujours victime des difficultés que connaissent l'imprimerie et l'édition de journaux, la production des industries de biens de consommation diminue de 1,8 % pour un total de production de 9,9 milliards de F.CFP. L'affaiblissement est encore plus marqué pour les industries de biens d'équipement (-2,2%) dont la production totale de 9,3 milliards de F.CFP est pénalisée par la contraction des activités de réparation-maintenance navale et de mécanique industrielle.

- Bien que la production du regroupement « **Construction** » progresse de 3 % pour atteindre 56,4 milliards de F.CFP, la valeur ajoutée de cette branche diminue par rapport à 2014 par l'effet de l'augmentation du taux de consommation intermédiaire des entreprises la composant. Cette hausse de taux est imputable au développement de la sous-traitance au sein de la construction, notamment dans le cadre des premiers travaux de la prison de Papeari. La tendance reste néanmoins positive pour les activités de construction de bâtiments, de maisons individuelles tout comme pour les entreprises spécialisées dans les installations électriques. À l'inverse la baisse de la commande de travaux publics affecte les activités de construction de routes et d'ouvrages maritimes.

- Valorisée à 33,8 milliards de F.CFP, la production des **activités financières** est en hausse de 3,2 %.

Dans le détail, le produit net d'Assurance croît de 7,7 % pour atteindre 5,8 milliards de F.CFP. Le Produit Net Bancaire (PNB), à 25,6 milliards de F.CFP en 2015, est en progression de 1,4 %, bien que cette croissance soit moindre qu'en 2014 (+ 2,4 %), du fait d'un rendement moyen des prêts qui se dégrade. La production des auxiliaires financiers est, à l'inverse, en croissance de 11,6 %, portée par la tendance favorable de l'assurance. Cette composante valorisée à 3,5 milliards de F.CFP, s'appuie sur les bons résultats des agents et courtiers d'assurance, ainsi que sur ceux des auxiliaires de services financiers.

- La production de l'**Agriculture, la Pêche et l'Aquaculture**, constituée à 73 % d'une composante marchande et à 27 % de non marchande, baisse de 2 % pour un total de 33,6 milliards de F.CFP. La production marchande comme la production non marchande diminuent dans les mêmes proportions (- 2,1 et - 2 % respectivement). La contraction de la composante marchande est liée à la chute de la production de perles (- 10,6 %) tandis que la production agricole et de produits de la pêche progressent de 4,2 et 3 %. L'autoconsommation de poissons est stable tandis que celle de produits agricoles se contracte de 5,3 %, provoquant la baisse de la production non marchande du regroupement à 9,1 milliards de F.CFP.

+3,5 %

c'est la hausse en volume
de la consommation finale des ménages
en services.



Des importations en hausse

La hausse en volume de 5 % des importations témoignent de la vigueur retrouvée de l'économie polynésienne. Le montant importé de biens atteint désormais 180,5 milliards de F.CFP et son accroissement (+ 5,8 %) est principalement lié aux investissements en biens d'équipement des entreprises, et plus particulièrement celles du transport maritime. Les importations de biens d'équipements sont en hausse de 12,4 %, celles de biens intermédiaires de 4,6 %, tandis que celles de biens agricoles, de biens agroalimentaires et de biens de consommation ne progressent globalement que de 2,7 %.

Les importations de services, valorisées à 31,4 milliards de F.CFP, sont en légère hausse (+ 0,9 %), comme en 2014. Les services de transports qui représentent plus de 35 % des importations de services sont en hausse de 6,5 %. À l'inverse les importations de services aux entreprises sont en baisse de près de 20 %.

Une nouvelle série de comptes

La rénovation de la comptabilité nationale lancée en 2005 par l'Institut de la Statistique de la Polynésie française a permis d'établir une nouvelle série de comptes conformément aux recommandations internationales SEC95, avec pour année de base 2005. Le passage à cette nouvelle méthodologie s'est accompagné de l'actualisation des méthodologies d'estimation et de traitement des sources existantes et de l'exploitation de nouvelles sources.

Les comptes économiques définitifs sont réalisés par l'exploitation exhaustive de données, souvent d'origine administrative mais aussi en provenance des entreprises.

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations (données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs) ; le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la balance des paiements. Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public. Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare. Parmi les emplois finals, les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées. L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution de certaines données (source fiscale, données bancaires de l'IEOM, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est construite à partir de l'enquête Budget des Familles.

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF